

Quand les pionniers ruraux perdent du terrain

Des agriculteurs toujours moins nombreux, une banque toujours plus universelle: le Crédit agricole cherche à séduire, par un vaste «renouveau mutualiste», une autre race de sociétaires plus jeunes, plus urbains et surtout volontaires.

«Le Crédit agricole est comme le Parti communiste, il n'a plus de militants.» Pour abrupte qu'elle soit, la vision de ce banquier parisien résume bien la crise culturelle qui secoue la banque verte. Comment devenir une banque comme les autres en restant ancré dans ses principes fondateurs? Comment motiver les nouveaux clients, sans frustrer les bataillons de pionniers issus du monde des champs? Comment «regonfler» ceux qui ont participé bénévolement au fonctionnement de la machine, animés par le feu sacré de la philosophie mutualiste, ou, pour beaucoup, par la doctrine de la Jeunesse agricole catholique? Enraciné dans l'agriculture depuis sa fondation en 1894, le Crédit agricole a géré tant bien que mal les évolutions de sa clientèle: les agriculteurs représentent moins de 10% des encours de crédit, mais ils occupent deux fauteuils sur trois dans les conseils d'administration des 2 672 caisses locales. Les présidents d'une caisse régionale (dont sont issus les dirigeants nationaux)

Groupama: le divorce

«Ça va saigner!», promet le président d'une caisse régionale. A qui s'adresse cette interpellation guerrière? Au cousin de toujours, à l'ami d'hier, Groupama. Depuis quelques mois, le réseau d'agences du Crédit agricole se prépare en effet à distribuer des assurances agricoles et espère s'octroyer 10% d'un marché largement dominé par Groupama (70%). Le Crédit agricole Loire Haute-Loire en fait par exemple une priorité pour 2002. Une nouvelle guerre commerciale à laquelle les dirigeants nationaux se préparent sans états d'âme. Ce qui n'est pas le cas des nombreux agriculteurs, administrateurs communs aux deux fleurons du mutualisme rural, qui peinent à se résoudre à l'affrontement. «Ils sont déchirés comme les enfants d'un couple qui divorce», déplore un directeur général régional.

Mais, fin 2000, Groupama a rompu la paix des braves en étant candidat, sans concertation préalable, à la privatisation de la banque Hervet. Une incursion dans le milieu bancaire qui, ajoutée à des années de négociations infructueuses en vue d'un éventuel rapprochement, inflige au Crédit agricole un véritable camouflet. «Les complexes de supériorité de l'Agricole et d'infériorité de Groupama, craignant d'être croqué sans autre forme de procès, ont empêché de donner naissance à un grand bancassureur vert», analyse un observateur. Délivés de leur engagement de ne pas marcher sur les plates-bandes de l'assureur, les dirigeants de Casa inscrivent l'assurance agricole à leur palette de services à destination des agriculteurs.

«A son corps défendant, chacun des deux groupes poursuivra un développement autonome», conclut Jean Laurent, directeur général de Casa, en mars 2001. Ainsi, le Crédit agricole et Groupama dénouent leurs participations croisées, enterrent leur joint-venture Amacam. Et, à l'automne, Groupama choisit la Société générale pour créer une banque commune d'ici à 2003. Pour autant, les réflexes corporatistes ont la vie dure. Jean Azema, directeur général de Groupama, n'a jamais caché qu'il conditionnait l'introduction en Bourse de sa mutuelle au succès remporté sur les marchés financiers par son puissant cousin. Quatre mois tout juste après la cotation de Casa, les 500 élus et cadres de Groupama réunis à Bourges ont lancé les études de faisabilité pour une cotation en 2005-2006. I



L'agriculteur Alain Barranger, fondateur de Verte France, et son avocate, M^e Dufait, veulent fédérer les déçus du mutualisme.